



Pour l'accès aux soins de toutes et tous dans la proximité, mobilisons nous le 16 juin !



Il n'y aura pas d'accès aux soins de bonne qualité tant que ne seront pas satisfaites les revendications portées par :

- ◆ les soignants avec leurs organisations syndicales et leurs collectifs,
- ◆ les usagers sur leur territoire regroupés au sein de la coordination Nationale des comités de défense des hôpitaux et maternités de proximité,
- ◆ de nombreux élu-e-s locaux.

C'est-à-dire la réouverture de lits, la création de postes de soignants, la revalorisation des salaires. Cela suppose la fin des enveloppes fermées à priori des budgets des hôpitaux et doit s'accompagner d'une véritable démocratie sanitaire, condition nécessaire pour que l'organisation réponde aux besoins.

Les mouvements importants qui ont secoué les hôpitaux et la crise du covid-19 ont obligé le gouvernement à réagir mais il semble pour le moment se satisfaire d'une grand messe médiatique en choisissant ses interlocuteurs ! On attend en vain des propositions concrètes alors que dans nos territoires de nouveaux lits ou services sont supprimés (les services de réanimation ouverts pendant l'épidémie ferment à nouveau) et que l'accès à des soins spécialisés non urgents relève du parcours du combattant.

Comme tant d'autres, la Coordination Nationale des Comités de défense des hôpitaux et maternités de proximité n'a pas été invitée au Ségur !

Alors, c'est dans la rue que nous porterons les revendications communes, le B. A. BA de la survie du service public de santé, mais aussi :

- ◆ notre exigence de proximité : pourquoi soigner loin quand on peut soigner en proximité à moindre coût pour les usagers et avec une moindre empreinte carbone ?
- ◆ notre exigence d'en finir avec les déserts médicaux : pour l'instant aucun signe du gouvernement pour former plus de professionnels !
- ◆ notre exigence de privilégier le service public hospitalier contre les appétits des groupes privés, le service public de premier recours avec les centres de santé, la création d'un pôle public du médicament, la recherche publique.
- ◆ notre exigence du 100 % et d'une Sécurité Sociale dotée des moyens nécessaires et gérée démocratiquement : le gâchis financier et les inégalités liées aux complémentaires deviennent de plus en plus intolérables.

9 Juin 2020